

RETROUVER L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG

RÉALISATION : Département Enquêtes et Analyses Statistiques, Pascale Novelli, Lilian Martin (stagiaire)
Délégations et Comité Régional, Pascale Kramer (réécriture, secrétariat de rédaction)
CORRECTION RÉVISION : Christophe Barré



Comme chaque année, les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions et leur évolution. En dehors des territoires d'outre-mer, étudiés individuellement, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines à partir de données de l'Insee. Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2017 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique-Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2012 et 2017¹, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

DÉFINITIONS

Ménage : un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC) : dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun, et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC chacun. On divise le revenu du ménage par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens. Un individu ne correspond pas à une unité afin que soient prises en compte les économies liées à la mutualisation au sein des ménages.

¹ Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

PAYS DE LA LOIRE		
Données générales	Pays de la Loire	France métropolitaine
Population au 1.1.2017 en milliers*	3 766	64 801
Taux de chômage au 4 ^e trimestre 2017	7,3 %	8,6 %
Part d'étrangers dans la population (2015)	2,6 %	6,5 %
Densité du parc social** (2017)	59,6	73,5
Niveau de vie mensuel médian (2015)	1 699 €	1 692 €
Taux de pauvreté à 60 % (2015)	11,2 %	14,9 %
Données Secours Catholique 2017		
	Pays de la Loire	
Situations rencontrées	31 533	
Nombre d'équipes	418	
Bénévoles	7 493	
Situations analysées	5 355	
* Chiffres provisoires		
** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1.1.2016		

CONJONCTURE¹

La baisse du taux de chômage et de la demande d'emploi observée fin 2016 dans les Pays de la Loire se poursuit en 2017. La vigueur retrouvée de l'investissement des ménages et des entreprises ainsi que le rebond de fin d'année des exportations aéronautiques nourrissent la croissance. En revanche, la consommation des ménages est moins dynamique qu'en 2016.

En 2017, 26 000 emplois salariés ont été créés dans les secteurs principalement marchands, de même que 23 100 entreprises, soit le plus haut niveau atteint depuis 2010.

Après une baisse en 2016, le taux de chômage dans la région recule nettement en 2017. Il s'établit à 7,3 % de la population active au quatrième trimestre. Il s'agit du niveau le plus bas depuis le premier trimestre 2009 et du plus faible taux de chômage des régions françaises.

Cependant, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) ralentit (-1,0 %), après un recul plus marqué en 2016 (-5,2 %). Si l'on ajoute les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), la région compte 323 000 demandeurs d'emploi fin 2017, soit une hausse de 2 %.

Dans les Pays de la Loire, la pauvreté est moins marquée que dans les autres régions de France métropolitaine. Néanmoins, 11,2 % des Ligériens vivent sous le seuil de pauvreté (avec moins de 1 015 € par mois par unité de consommation). On observe des disparités entre les départements, avec le taux le plus élevé dans la Sarthe (13,5 %) et le plus faible en Vendée (10 %).

LES SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En 2017, 31 500 ménages ont été accueillis par les équipes du Secours Catholique en Pays de la Loire. Parmi les fiches statistiques renseignées, une sur dix (11 %) l'a été lors d'une visite à domicile, c'est la plus forte proportion de toutes les régions.

La part de personnes accueillies de plus de 60 ans est passée de 6 % en 2012 à 9 % en 2017, et deux personnes sur cinq (42 %) ont entre 25 et 40 ans.

La structure des ménages est identique à celle du pays dans son ensemble et n'a pas évolué depuis 2016 : trois quarts des personnes accompagnées sont seules avec ou sans enfant. La part de personnes rencontrées de natio-

nalité française est plus élevée dans la région qu'au plan national (68 % contre 58 %), celle de personnes étrangères n'a pas changé depuis 2012 alors qu'elle a augmenté dans l'ensemble du pays, de 32 % en 2012 à 42 % en 2017.

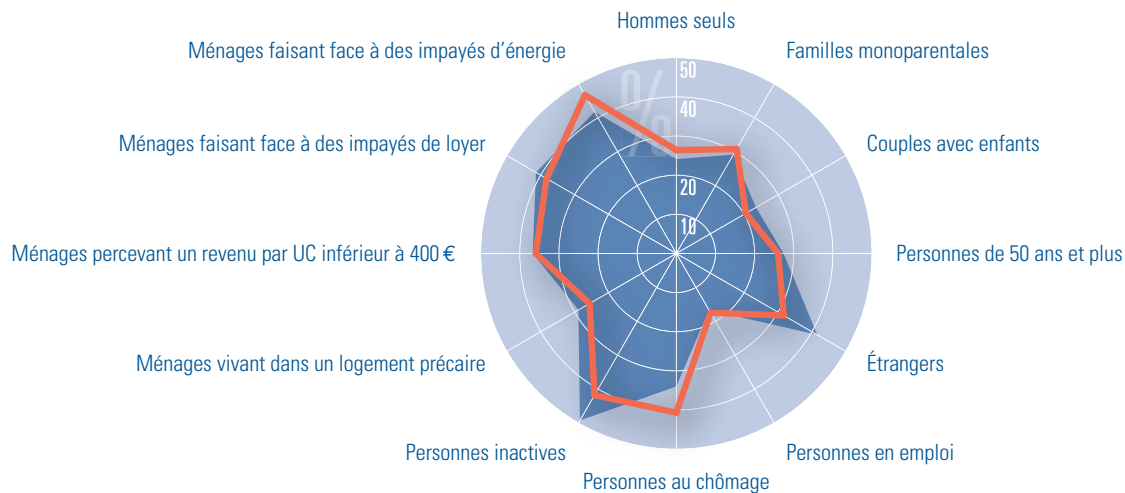
En 2017, au sein de la région Pays de la Loire, 16 % des personnes accueillies ne perçoivent aucune ressource. Cette proportion diminue lentement depuis 2012 où elle était de 18 %. On observe également que près de deux personnes sur dix ont un emploi (17 %). Parmi elles, 35 % travaillent à temps partiel, et une sur cinq est en contrat d'intérim ou saisonnier (22 %). Seulement 17 % sont en CDI plein-temps. Contrairement à la part de personnes en emploi, qui n'a pas changé en cinq ans, celle des personnes au chômage a diminué au profit de la part de personnes inactives.

Près de six personnes rencontrées sur dix font face à des impayés (57 %). C'est un peu moins qu'en 2012 (61 %), mais plus qu'au niveau national (55 %).

Parmi les personnes rencontrées, 35 % vivent en HLM, contre 38 % au niveau national. Près de trois sur dix (29 %) vivent en location privée ou en sous-location. Bien que faible, la part de personnes vivant en habitat collectif a doublé, passant de 3 à 6 % entre 2012 et 2017. C'est la part la plus élevée de toutes les régions.

PAYS DE LA LOIRE

FRANCE ENTIÈRE



Champ : ménages rencontrés par le Secours Catholique. **Note de lecture :** la région Pays de la Loire compte 26,4 % d'hommes seuls, contre 24,1 % pour la France entière.

La part de personnes vivant dans la rue ou dans un squat n'a guère varié. Elle est de 6 % en 2017 contre 7 % en 2012 et 5 % en 2016.

EXEMPLES D'ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En 2017, le Secours Catholique en Pays de la Loire a souhaité mettre l'accent sur l'inclusion de tous dans ses projets. D'où l'organisation d'assises régionales regroupant près de 150 personnes, autour de cinq thèmes : fracture numérique, mobilité, santé, emploi et formation professionnelle.

La réflexion menée autour de la fracture numérique, conséquence de l'informatisation des démarches, dont pâtissent certains utilisateurs d'Internet (difficulté d'utilisation des outils, absence d'interlocuteurs directs, etc.) a débouché sur un travail de sensibilisation à l'utilisation des outils numériques et sur la mise à disposition de matériel, comme à Chavagnes-en-Paillers ou aux Sables-d'Olonne, en Vendée, et sur la Côte de Jade, en Loire-Atlantique.

La réflexion sur la formation professionnelle menée en Maine-et-Loire a mis en évidence la complexité de la reconversion pour de

nombreuses personnes, en raison du coût des formations, de la difficulté à trouver une formation adaptée à leur projet et au marché de l'emploi, à obtenir un stage ou à trouver un patron d'apprentissage, quel que soit leur âge.

Des actions d'aide à l'insertion se développent, notamment en Maine-et-Loire, en lien avec le garage solidaire SolidarAuto² créé par le Secours Catholique. Des bénévoles se mobilisent également dans nos équipes Emploi (près des Herbiers, en Vendée, à Nantes et à Pornic en Loire-Atlantique) en aidant par exemple à la rédaction de CV.

Face aux problèmes de mobilité en milieu rural et périurbain, des solutions de transports solidaires se mettent en place à Saint-Jean-de-Monts et Talmont-Saint-Hilaire, en Vendée.

PAYS DE LA LOIRE		Pays de la Loire		France	
		2012	2017	2012	2017
PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1)	Écoute, accueil, conseil	31,6 %	33,1 %	55,0 %	58,4 %
	Alimentation	55,9 %	52,6 %	57,5 %	51,9 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	20,4 %	19,0 %	18,1 %	18,1 %
	Mobilité (voiture, transport)	7,6 %	9,7 %	4,9 %	7,0 %
TYPE DE MÉNAGE	Hommes seuls	25,6 %	26,4 %	24,5 %	24,1 %
	Femmes seules	16,1 %	16,4 %	16,3 %	17,1 %
	Couples sans enfants	6,7 %	5,9 %	6,3 %	6,1 %
	Pères seuls	2,8 %	4,0 %	3,3 %	3,4 %
	Mères seules	27,1 %	26,8 %	27,0 %	25,8 %
	Couples avec enfants	21,7 %	20,5 %	22,6 %	23,5 %
ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	Moins de 25 ans	10,2 %	8,9 %	9,2 %	8,9 %
	25-49 ans	67,5 %	65,1 %	65,9 %	63,7 %
	50 ans et plus	22,3 %	26,0 %	24,9 %	27,4 %
ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	France	68,2 %	72,7 %	68,5 %	61,3 %
	Maghreb	5,1 %	5,3 %	8,2 %	8,7 %
	Afrique subsaharienne	15,8 %	11,8 %	10,3 %	13,9 %
	Union européenne	1,3 %	1,2 %	3,9 %	3,0 %
	Europe de l'Est (hors UE)	8,1 %	6,8 %	6,3 %	9,4 %
	Autre	1,5 %	2,2 %	2,8 %	3,7 %
STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE)	Statut accordé	40,1 %	37,6 %	47,9 %	38,2 %
	Statut demandé, en attente	45,0 %	49,5 %	40,0 %	43,5 %
	Débouté, sans papiers	14,9 %	12,9 %	12,1 %	18,3 %
SITUATION DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE FACE À L'EMPLOI	CDI plein-temps	3,1 %	2,9 %	4,4 %	3,7 %
	Emplois précaires (2)	10,6 %	12,0 %	10,4 %	9,9 %
	À son compte	0,8 %	0,7 %	0,9 %	0,7 %
	Autre travail	0,7 %	0,9 %	1,3 %	1,2 %
	Formation professionnelle	1,7 %	1,0 %	1,4 %	1,2 %
	Sous-total emploi	16,9 %	17,5 %	18,4 %	16,7 %
	Chômage indemnisé ou en attente	11,0 %	11,3 %	11,9 %	11,6 %
	Chômage sans droits reconnus	40,3 %	29,4 %	26,4 %	22,4 %
	Sous-total chômage	51,3 %	40,7 %	38,3 %	34,0 %
	Étudiant	0,6 %	0,8 %	1,1 %	1,4 %
	Inaptitude santé	10,2 %	11,0 %	10,6 %	10,4 %
	Retraite, préretraite	4,0 %	4,8 %	5,4 %	5,4 %
	Au foyer	4,4 %	2,9 %	6,7 %	4,5 %
	Sans droit au travail	6,5 %	10,7 %	9,1 %	15,5 %
	Autre sans emploi	6,1 %	11,5 %	10,4 %	12,1 %
Sous-total inactivité	31,8 %	41,8 %	43,3 %	49,3 %	
TYPES DE RESSOURCES	Ni revenus du travail ni transferts sociaux	20,3 %	18,5 %	18,5 %	22,2 %
	Revenus du travail	3,5 %	5,2 %	7,7 %	7,7 %
	Transferts sociaux	46,5 %	45,8 %	43,8 %	40,6 %
	Revenus du travail et transferts sociaux	29,7 %	30,5 %	30,0 %	29,5 %
REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2016)		518 €	526 €	516 €	517 €
EXISTENCE D'IMPAYÉS		61,4 %	57,2 %	58,8 %	54,5 %
IMPAYÉ MÉDIAN (euros constants)		824 €	800 €	817 €	789 €
NATURE DES IMPAYÉS	Loyer, mensualités d'accession	38,7 %	38,3 %	42,9 %	41,4 %
	Gaz, électricité, combustibles	42,9 %	46,7 %	39,3 %	41,8 %
	Eau	24,6 %	25,2 %	16,6 %	18,6 %
	Découvert bancaire	24,9 %	20,6 %	23,4 %	21,7 %
TYPE DE LOGEMENT	Logement stable (3)	68,0 %	74,4 %	75,9 %	71,1 %
	Logement précaire (4)	32,0 %	25,6 %	24,1 %	28,9 %

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.